



Unions Locales de Rouen, Couronne-Quevilly, Elbeuf
Saint Etienne du Rouvray-Sotteville-Oissel
Union Départementale 76

Le gouvernement joue à l'incendiaire social : C'est irresponsable !

VENDREDI 14 DÉCEMBRE 2018
RENDEZ-VOUS A 14 h – Cours Clemenceau

La CGT s'indigne et condamne fermement l'attitude du gouvernement qui répond par la seule violence aux légitimes exigences qui s'expriment diversement dans tout le pays.

La jeunesse est victime d'une répression inadmissible visant à juguler l'agglomération des exaspérations. Les lycéens, qui se mobilisent contre le tri social pour l'entrée à l'université, qui veulent des moyens pour l'éducation et avoir le droit d'espérer un avenir de progrès, sont la cible d'une répression violente.

La CGT ne peut pas accepter que le pouvoir frappe et tape nos enfants, ceux de la République !

Gouvernements et patronat, qui depuis des années, restent sourds à tout progrès social, qui s'accaparent les richesses que les travailleurs créent, sont responsables de la désespérance qu'ils tentent de faire payer à la jeunesse.

La CGT n'a jamais prôné l'action violente. Mais la violence est d'abord sociale, il y a urgence à augmenter le SMIC à 1800 euros, les pensions, les minima sociaux, le dégel du point d'indice. Urgence à instaurer une réelle justice fiscale qui fasse contribuer les plus riches, à développer des politiques publiques de transport et logement qui répondent aux besoins de la population.

Répondre à ces urgences est un préalable qui permettrait d'amorcer une résolution de la crise actuelle.

Ce n'est certes pas l'invitation de la Ministre Pénicaud aux organisations syndicales et patronales pour discuter de la méthode et du calendrier des mises en œuvre et décisions (mais lesquelles ?) annoncées par le Premier ministre qui peut nous satisfaire.

La CGT se refuse à toute concertation. Elle exige maintenant l'ouverture immédiate de négociations sur l'urgence sociale. Elle confirme son appel aux travailleurs à se réunir et à décider de l'action sur les lieux de travail.

La CGT ne répondra donc pas à cette invitation. Elle ne se laissera pas « récupérer » par le gouvernement qui tente de trouver une unité nationale sous prétexte de risques de violences lors des manifestations et actions à venir.

La France championne d'Europe du versement de dividendes aux actionnaires a les moyens de répondre à l'urgence sociale.

La CGT est disponible, elle a des propositions concrètes et connues pour que chacun ait un emploi et que les jeunes, les actifs, les retraités vivent mieux dès aujourd'hui.